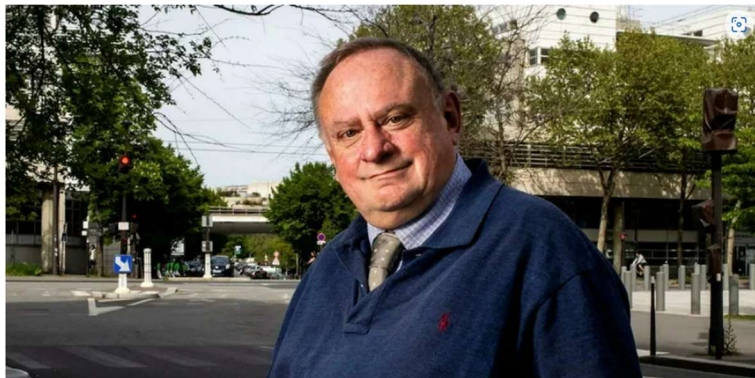


Jean-Marc Daniel : « L'inculture économique a permis les rentes de l'imposture »

ENTRETIEN. Dans ses « Nouvelles Leçons d'histoire économique » (Odile Jacob), Jean-Marc Daniel alerte sur le danger des mesures économiques démagogiques.

Propos recueillis par [Kévin Badeau](#)

Publié le 18/09/2024 à 07h00, mis à jour le 18/09/2024 à 09h02



Jean-Marc Daniel, économiste. © Romain GAILLARD/REA POUR « LE POINT »

On connaît le Jean-Marc Daniel des plateaux télé, brillant vulgarisateur économique, qui régale régulièrement par ses prises de position tranchées ou à rebrousse-poil. Ce que le grand public sait peut-être moins, c'est qu'il est également une référence en matière d'histoire économique mondiale. Il le démontre, encore une fois, dans *Nouvelles Leçons d'histoire économique*, qui paraît aux éditions Odile Jacob. Un livre dense, parfois technique mais accessible, dans lequel l'auteur tire avec érudition des enseignements du passé pour nous livrer quelques utiles recommandations. Entretien.

Le Point : En 2012, vous avez publié vos « 8 Leçons d'histoire économique ». Pourquoi de nouvelles leçons, douze ans plus tard ?

Jean-Marc Daniel : Plusieurs évolutions marquantes, au cours de la dernière décennie, méritaient qu'on les traite. [Les préoccupations climatiques et écologiques dans le monde](#) ont rarement été aussi fortes. Si l'on met de côté le religieux et ses apocalypses, l'humanité n'a probablement jamais ressenti [pareille impression de fin du monde](#). La montée du discours sur la souveraineté économique, notamment des appels à la [réindustrialisation](#), est aussi un marqueur fort de ces dernières années, et j'ai jugé utile de revenir sur ce recul intellectuel face à la mondialisation. Autre élément : l'aggravation de la dette et la situation des finances publiques dans le monde.

Justement, la dette publique est le premier thème abordé dans ce livre. Un État peut-il s'endetter sans limite ?

Certains politiques et économistes soutiennent que le meilleur moyen de traiter le problème de la dette publique est de l'ignorer... Le rachat par la banque centrale autoriserait l'État à s'endetter sans limite. Ils mettent en avant [le cas du Japon](#). Le gouvernement nippon envisage sereinement de pouvoir atteindre un ratio dette/PIB de 600 % en 2060. Pourquoi pas, mais la limite est ailleurs. La dette publique est la somme des déficits accumulés, c'est-à-dire des dépenses non financées par les impôts. La question de fond est donc de savoir pourquoi un État s'autorise à dépenser durablement plus qu'il ne collecte.

Vous écrivez que la croissance est un « état d'esprit ». La France a-t-elle perdu cet état d'esprit ?

Cette expression est empruntée à Simon Kuznets, Prix Nobel d'économie en 1971. La croissance économique repose sur l'innovation, une société fondée sur la concurrence et une énergie abondante et bon marché. À ces éléments s'ajoutent une vision, une audace, une jeunesse nombreuse qui incite à investir. En France, pays vieux, cet état d'esprit s'est évaporé. Deux options se présentent donc à elle. Soit la France est capable de retrouver de

la jeunesse [via des politiques natalistes ou l'immigration](#). Soit elle cherche à s'associer à une croissance extérieure. Par exemple, en apportant des capitaux en Afrique et en Inde, là où se trouve la jeunesse. Le Japon, par exemple, vit des dividendes payés par les entreprises qu'il détient à l'étranger.

Si le gouvernement de [Michel Barnier](#) devait retenir trois leçons, lesquelles vous semblent prioritaires ?

La première est d'arrêter de croire que la consommation est le seul moyen d'alimenter la croissance. J'inciterais le gouvernement Barnier à déployer une véritable politique de l'épargne, c'est-à-dire à favoriser tous les dispositifs qui orientent cette épargne dans les entreprises françaises, et notamment celles qui investissent à l'étranger.

Deuxième leçon : convaincre la population d'accepter un effort sur les finances publiques. Dans mon livre, je préconise une réforme fiscale centrée sur le prix carbone, et donc une taxe carbone. J'ai conscience que cette proposition est très impopulaire, mais le prix de l'essence, par exemple, n'est pas si élevé. En 1970, le smic horaire était 3,30 francs et le litre d'essence coûtait 1,10 franc. En 2023, le smic horaire était de 11,52 euros. Si le prix de l'essence était resté le même par rapport au smic, il devrait être de 3,84 euros. On est loin des 2 euros autour desquels s'est enchaîné le débat politique !

Et la troisième leçon ?

La dernière, et c'est la plus importante, est qu'il faut travailler davantage. La croissance est un état d'esprit, mais c'est aussi et surtout du travail ! L'allongement des carrières, via la réforme des retraites, est un bon moyen d'augmenter la quantité de travail et de faire grossir le gâteau du PIB. Je crois qu'il faut cependant aller plus loin. Des questions, certes impopulaires, doivent être posées : faut-il supprimer des jours fériés ? Faut-il permettre aux entreprises de contourner les 35 heures ? Le travail est la base de la réflexion sur la richesse. D'ailleurs, saint Paul – disciple de Jésus, qu'on ne peut accuser de manquer de charité ! – disait : « *Si quelqu'un ne veut pas travailler, qu'il ne mange pas non plus.* »

Vous déconstruisez dans ce livre plusieurs mythes économiques. L'un des plus répandus concerne le partage du travail pour baisser le chômage.

Toutes les réformes visant à abaisser le temps de travail pour réduire le chômage ont échoué ! Si le contraire était vrai, la France serait en plein-emploi ! Pourquoi ça ne marche pas ? Les travailleurs ne sont pas interchangeables. Ce n'est pas parce que vous baissez la durée de travail des enseignants que vous allez immédiatement trouver chez France Travail de quoi compléter les effectifs. Quant aux entreprises, elles sous-utiliseront purement et simplement leur capital.

Je vais plus loin : cette notion de temps de travail devient obsolète. Les champs d'hier se sont vidés tandis que se remplissaient les usines. Aujourd'hui, les usines se vident tandis que se remplissent les bureaux. Bientôt, les bureaux vont se vider tandis que les appartements des autoentrepreneurs vont se multiplier.

Un autre mythe, coriace, est le blocage des prix pour contrer l'inflation. En résumé : c'est une folie. Et pourtant, ce principe était dans le programme du Nouveau Front populaire...

[Le résultat des blocages est souvent dramatique](#). L'histoire nous le prouve. La loi du « maximum général », votée le 29 septembre 1793 par la Convention, instaure un blocage des prix et des salaires. Elle fixe un prix maximal pour les produits de première nécessité, variable selon les départements, et plafonne les salaires. Cependant, cette mesure devient très impopulaire et contreproductive : les magasins se vident, chacun achète en masse, et les paysans préfèrent dissimuler leurs récoltes plutôt que de les vendre à prix réduits !

Pourquoi les enseignements de l'histoire économique ne sont-ils pas assez retenus ? Vous écrivez que les dirigeants politiques sont « fascinés par le merveilleux ».

Nous sommes dans une phase que j'appelle « *la rente de l'imposture* », c'est-à-dire la capacité de certains à obtenir du pouvoir en diffusant des contrevérités. La classe politique est fascinée par ces mensonges séduisants qui dispensent de faire des efforts. Tout le monde est toujours victime de tel ou tel événement économique, mais personne n'en est jamais le responsable ! En plus, la classe politique fait souvent preuve d'ignorance. Prenons l'exemple de Mathilde Panot, qui, malgré son diplôme de Sciences Po, [ne connaissait pas l'histoire de Léon](#)

Blum. Les « oubliés », qu'ils soient voulus ou non, font que les événements se répètent sans qu'on se rende compte qu'ils ont déjà eu lieu et souvent mal fini.

Dans quelle mesure l'inculture économique des Français pèse-t-elle dans le débat public ?

L'inculture économique a permis les rentes de l'imposture et la victoire du merveilleux. Une partie des Français vont avoir tendance à croire le merveilleux vendu par les politiques parce qu'ils n'ont pas les armes économiques pour remettre en question leurs propositions. À partir de là, ils adhèrent à ceux qui vont conforter leurs propres présupposés : sentiment inflationniste, sentiment de hausse des impôts...

S'il existe des certitudes économiques, l'économie est-elle pour autant une science exacte ?

C'est un grand débat ! Malgré les sarcasmes qu'inspirent les prévisions des conjoncturistes démenties par la réalité, malgré les diatribes idéologiques contre l'économie de marché, la science économique a acquis de fortes assurances. Je pense que l'économiste doit avoir comme objectif d'être comme le géologue. Il ne peut pas prévoir tous les tremblements de terre, mais il doit être le plus à même d'alerter et d'évaluer les risques.

JEAN-MARC DANIEL

NOUVELLES LEÇONS D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE

Dettes, inflation,
transition énergétique,
travail



©

Nouvelles Leçons d'histoire économique. Dette, inflation, transition énergétique, travail, de Jean-Marc Daniel (Odile Jacob, 288 p., 23,90 €).